

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/W/427
29 octobre 2002

(02-5909)

Comité des pratiques antidumping

Original: anglais

PARAGRAPHE 7.4: EXAMENS ANNUELS DE L'ACCORD ANTIDUMPING

Communication des États-Unis

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 octobre 2002.

Contexte

Au paragraphe 7.4 de la Décision de l'OMC sur la mise en œuvre, il est dit que la Conférence ministérielle "Note que l'article 18.6 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 exige que le Comité des pratiques antidumping procède chaque année à un examen de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord en tenant compte de ses objectifs. Il est donné pour instruction au Comité des pratiques antidumping d'élaborer des lignes directrices pour l'amélioration des examens annuels et de faire part de ses vues et recommandations au Conseil général pour décision ultérieure dans un délai de 12 mois."

L'article 18.6 de l'Accord se lit comme suit: "Le Comité procédera chaque année à un examen de la mise en œuvre et du fonctionnement du présent accord, en tenant compte de ses objectifs. Le Comité informera chaque année le Conseil du commerce des marchandises des faits intervenus pendant la période sur laquelle portera cet examen.

Les États-Unis estiment qu'il importe, pour promouvoir la transparence, d'améliorer la présentation des rapports sur les mesures antidumping au titre de l'Accord et lors des réexamens annuels au Comité. En nous inspirant de la contribution importante communiquée antérieurement par le Canada¹, nous souhaiterions suggérer quelques améliorations qui permettraient aux Membres et au public d'avoir des renseignements utiles et qui accroîtraient la transparence dans le cadre de l'Accord.

Proposition des États-Unis

1. Le rapport annuel du Comité au titre de l'article 18.6 devrait inclure dans le tableau récapitulatif des décisions prises en matière de droits antidumping², outre la colonne qui indique actuellement les procédures engagées et annoncées par chaque Membre, une colonne comparable indiquant le nombre des mesures antidumping abrogées ou supprimées qui sont annoncées par chaque Membre pendant la période considérée. Lorsqu'un Membre n'a pas

¹ G/ADP/W/421 (29 janvier 2002).

² Voir le Rapport (2001) du Comité des pratiques antidumping, annexe C, G/L/495 (31 octobre 2001).

communiqué ces renseignements, cette omission devrait être signalée dans le rapport. Comme le Secrétariat l'a dit dans sa note d'information, les Membres sont déjà invités à signaler le nombre des mesures supprimées dans un tableau séparé joint en annexe à leurs rapports semestriels sur les mesures antidumping.³ En conséquence, ces renseignements devraient figurer dans le rapport annuel au titre de l'article 18.6.

2. Le rapport annuel du Comité au titre de l'article 18.6 devrait aussi comprendre un graphique comparant pour chaque Membre le nombre des mesures préliminaires et finales annoncées dans ses rapports semestriels avec le nombre d'avis concernant des mesures préliminaires et finales que le Membre a communiqués au Secrétariat pendant la période comparable.
3. Les Membres de l'OMC devraient faire rapport au Comité antidumping sur chaque enquête antidumping, qu'il y ait eu ou non une audition publique au cours de laquelle tant les parties intéressées qui appuient la demande que les parties intéressées qui y sont opposées ont eu la possibilité de présenter leurs vues, ou que toutes les parties intéressées aient ou non renoncé à leur droit à une audition publique. Le rapport annuel du Comité au titre de l'article 18.6 devrait indiquer pour chaque Membre le nombre des enquêtes pendant lesquelles des auditions publiques ont eu lieu au cours desquelles tant les parties intéressées qui appuient la demande que les parties intéressées qui y sont opposées ont eu la possibilité de présenter leurs vues.

³ G/ADP/425 (17 avril 2002).